



Communauté d'Agglomération  
Grand Calais, Terres & Mers  
76 Bd Gambetta – CS 40 021  
62101 Calais cedex

# Diagnostic amont et plan d'actions pour la réduction des micropolluants sur les systèmes d'assainissement Calais-Monod et Calais-Toul

Règlement de Consultation  
(R.C.)

**Date limite de réception des offres : 3 novembre 2017 à 11h30**

## Article 1er. Objet de la consultation

### *1.1. Objet de la procédure*

La procédure concerne un marché à passer par un seul pouvoir adjudicateur.

### *1.2. Objet des prestations*

La consultation a pour objet l'exécution des prestations suivantes :

**Diagnostic amont et plan d'actions pour la réduction des micropolluants sur les systèmes d'assainissement Calais-Monod et Calais-Toul**

### *1.3. Lieu d'exécution des prestations*

Bassin versant des stations d'épuration Monod et Toul.

### *1.4. Divisions en lots et en tranches*

#### *1.4.1. Lots*

Les prestations ne sont pas divisées en lots.

La même entreprise ne peut pas présenter pour le marché ou un de ses lots plusieurs offres, en agissant à la fois :

- ◇ en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- ◇ en qualité de membre de plusieurs groupements.

#### *1.4.2. Tranches*

Les prestations ne sont pas divisées en tranches.

### *1.5. Forme du marché*

Marché ordinaire.

### *1.6. Délai d'exécution*

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont précisées à l'article 3 du cahier des clauses administratives particulières.

## Article 2. Conditions de la consultation

### *2.1. Pouvoir adjudicateur*

Le pouvoir adjudicateur contractante est :

- Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers

L'autorité compétente est :

- Mme Natacha Bouchart - Présidente

### *2.2. Organisation du pouvoir adjudicateur*

Le service chargé de la procédure est :

- Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers
- 76 boulevard Gambetta, CS 40 021
- 62101 CALAIS

dont le responsable est :

- Mme Natacha Bouchart - Présidente

### *2.3. Etendue de la consultation :*

La présente procédure adaptée est organisée par un pouvoir adjudicateur, en application des dispositions de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

### *2.4. Organisation de la consultation*

#### 2.6.1. Dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- ◇ règlement de consultation ;
- ◇ acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles ;
- ◇ cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- ◇ cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;

#### 2.6.2. Visite du (des) site(s) ou des locaux

Sans objet

### *2.5. Modifications de détails au dossier de consultation*

Sans objet.

### *2.6. Délai de validité des offres*

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

### *2.7. Variantes*

Les variantes par rapport aux spécifications du cahier des charges ne sont pas autorisées.

### *2.8. Prestations supplémentaires éventuelles (options)*

Pas d'options.

## **Article 3. Présentation des offres**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :

- ◆ **A - Justifications à produire prévues à l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ; le candidat devra en particulier fournir :**
  - Justifications à produire quant à la situation juridique
    - ◇ Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (imprimé Cerfa DC1) ou, à défaut d'utiliser l'imprimé DC1, :
      - ▽ Lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner, établie sur papier libre, dûment datée et signée et précisant :
        - \* le nom et l'adresse du candidat ;
        - \* si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire ;
        - \* document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.
    - ◇ Déclaration du candidat (imprimé Cerfa DC2)
    - ◇ Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

- ◇ Déclaration sur l'honneur prévue à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016
- ◇ Renseignements relatifs à la nationalité du candidat
- ◇ Production pour chacun de ces opérateurs des mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières

• Justifications à produire quant à la capacité économique et financière

- ◇ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

• Justifications à produire concernant les références professionnelles et la capacité technique

- ◇ Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Attestations du destinataire prouvant les prestations de services ou, à défaut, déclaration de l'opérateur économique
- ◇ Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- ◇ Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise
- ◇ Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché
- ◇ Description précise des moyens matériels et humains spécifiquement affectés à la réalisation de la prestation objet du présent marché, et notamment de l'implication du chef de projet. L'absence de ces renseignements conduira au rejet de la candidature pour manque de moyens (article 45 du Code des Marchés Publics)

◆ **B - Le projet de marché comprenant :**

- un acte d'engagement - document(s) joint(s) à compléter, dater et signer ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ci-joint ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ci-joint ;
- Un mémoire justificatif (ce mémoire permettra, lors de l'analyse des offres, d'apprécier la valeur technique du dossier). Dans ce document, spécifiquement élaboré pour ce projet, il est souhaité que le candidat décrive précisément : la méthodologie proposée par l'équipe, la compréhension de la commande et ses spécificités, la composition et organisation de l'équipe proposée.

#### Article 4. Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou remises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

Les offres peuvent être adressées ou remises dans les conditions suivantes :

- ◆ transmission par voie électronique autorisée.
- ◆ présentées sur support papier et adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. La présentation sur support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.

- ♦ présentées sur un support papier et remises sous pli cacheté au service destinataire contre récépissé. La présentation sur support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.

Les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Le pli contenant la candidature et l'offre du candidat porte l'adresse suivante :

- ♦ Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers
- ♦ 76 boulevard Gambetta, CS 40021
- ♦ 62101 CALAIS

Le pli indique la mention suivante :

**Diagnostic amont et plan d'actions pour la réduction des micropolluants sur les systèmes d'assainissement Calais-Monod et Calais-Toul**

Les documents relatifs à la candidature comprennent :

- ♦ Les justifications à produire prévues à l'article 3 A ci dessus.

Les documents relatifs à l'offre comprennent :

- ♦ Le projet de marché demandé au paragraphe B de l'article 3 ci-dessus.

**Transmission par voie électronique**

Il sera fait application des dispositions de l'arrêté pris en application de l'article 39 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les candidats présenteront leur réponse dans deux fichiers distincts, l'un comportant les éléments relatifs à la candidature et l'autre les éléments relatifs à l'offre.

Le fichier concernant la candidature contient :

- Les justifications à produire prévues à l'article 3 A ci dessus.

Le fichier concernant l'offre contient :

- Le projet de marché demandé au paragraphe B de l'article 3 ci-dessus.

La transmission dématérialisée ne pourra être exécutée que sur le site Internet suivant :

- [www.klekoon.com](http://www.klekoon.com)

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

**Contraintes informatiques**

Tout document envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le maître d'ouvrage sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par le maître d'ouvrage sont les suivants : Word, Excel, Powerpoint, Winzip et Acrobat Reader. Le candidat doit faire en sorte que sa réponse ne soit pas trop volumineuse. Lorsque le candidat ne peut matériellement pas transmettre des documents (ou des objets) par voie dématérialisée, il est autorisé à utiliser l'une des autres voies de transmission prévues par le présent règlement.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

Le dépôt des offres transmis par voie électronique donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception.

Les dépôts qui parviennent après la date et l'heure limites de remise des offres ne seront pas retenus.

### **Dispositions relatives à la signature électronique**

Les documents relatifs à la candidature et les actes d'engagement transmis par voie électronique seront signés par le candidat selon les modalités prévues par arrêté du ministre chargé de l'économie.

### **Dispositions relatives à la copie de sauvegarde**

En cas de transmission dématérialisée, une copie de sauvegarde établie sur support papier ou sur support physique électronique peut être envoyée ou remise par le candidat.

La copie de sauvegarde n'est recevable que si les deux conditions suivantes sont remplies :

- elle est parvenue à destination dans délai fixé pour la remise des offres.
- elle est placée dans un pli scellé portant, outre les mentions exigées aux articles ci-dessus, la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans l'un des cas suivants :

- la candidature et l'offre transmises par voie électronique ne peuvent pas être ouvertes ;
- la copie de sauvegarde est parvenue dans le délai de dépôt des offres à contrario de la réponse transmise par voie électronique.

Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

## **Article 5. Examen des offres et attribution du marché**

Les candidatures seront examinées au regard des critères de recevabilité et/ou des niveaux minimaux de capacités suivants :

- Référence professionnelle et capacité technique
- Capacité économique et financière

### ***5.1 Critères d'attribution***

Après réception et examen des offres, il est établi un premier classement des offres.

Une phase de négociation pourra être engagée avec tous les candidats dont l'offre a été classée. A l'issue de cette phase de négociation un deuxième classement sera effectué.

Le choix de l'attributaire est fondée sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération sous forme de points :

#### **- Prix 30 points**

Le prix sera analysé selon la formule :

- Note = (prix du mieux disant / prix du candidat analysé) X 30

#### **- Valeur technique 70 points**

- Pertinence de la méthodologie proposée par l'équipe, compréhension de la commande et ses spécificités (40 points)
- Composition et organisation de l'équipe (adéquation en rapport au programme, projet, planning) (30 points)

Les éléments de la valeur technique seront jugés selon les coefficients suivants appliquées à la note maximale :

- Très satisfaisant : 1
- Satisfaisant : 0.7
- Moyennement satisfaisant : 0.5
- Insatisfaisant : 0.1

### Article 6. Renseignements complémentaires

Les renseignements peuvent être obtenus auprès de la responsable du pôle exploitation des stations d'épuration et autosurveillance

Tel : 03.21.19.56.14

Mail : [helene.calmant@grandcalais.fr](mailto:helene.calmant@grandcalais.fr)